

# ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

TRIMESTRIEL N°14 - JUIN 2021

Bureau de dépôt:  
BRUXELLES X  
N° de client  
P912345



## DANS CE NUMÉRO

- P. 3 RÉGULARISATIONS & OCCUPATIONS POLITIQUES
- P. 6 METAL, RENCONTRE AVEC JULIE PEYRAT
- P. 9 COLOMBIE : « NOUS N'AURONS PLUS JAMAIS PEUR ».
- P.10 LES ZAPATISTES DÉBARQUENT !
- P.14 BD: L'INSURECTION ZAPATISTE (2)



## JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

### COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

### CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé-e-s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

### CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun-e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun-e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs-trices et des travailleurs-euses

Nous sommes convaincu-e-s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé-e-s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

**WWW.JOC.BE**



L'ensemble des textes sont sous licence Creative Commons (CC BY-NC-SA 2.0 BE)  
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 2.0 Belgique

Crédit photo de couverture: Francisco Lion



# RÉGULARISATIONS & OCCUPATIONS POLITIQUES : UNE LUTTE ENTRE HIER ET AUJOURD'HUI.

Par Amine

**La question de l'autonomie politique des sans-papiers est une priorité absolue. Les sans-papiers ne doivent pas être témoins ou conteurs d'histoires dans le processus politique de la régularisation. Ce sont eux qui portent la dynamique, qui sélectionnent les atouts et les soutiens possibles. C'est sur cette base-là que le travail politique pourra s'engager. S'il n'est pas fait dans ce sens-là, une majorité des sans-papiers va être oubliée.**

## **LES RÉGULARISATIONS DE 1974 À AUJOURD'HUI**

La séquence politique de régularisation des sans-papiers débute après 1974, date importante marquant l'arrêt officiel de la politique de migration économique en Belgique. Cette fermeture des frontières s'accompagne d'une première mobilisation pour la régularisation qui se cristallise autour de l'occupation de l'église Saints-Jean-et-Nicolas à Schaerbeek où une quinzaine de travailleurs sans-papiers lance une grève de la faim. Les autorités décident d'évacuer les grévistes et les expulsent

vers le Maroc et la Tunisie. L'indignation suscitée intensifie les mobilisations et des négociations aboutissent. Une première régularisation massive qui concerne près de 9000 sans-papiers aura lieu en 1975.

Le 15 décembre 1981, la loi sur la capacité juridique de la régularisation voit le jour. Celle-ci a été séquencée en deux articles : l'article 9 bis et l'article 9 ter. Alors que le 9 bis traite principalement des questions humanitaires, le 9 ter traite des questions médicales.

En 1998, plusieurs occupations d'églises notamment à Bruxelles (Béguinage) ont lieu et certaines entreprennent également des grèves de la faim. La mort de Semira Adamu, le 22 septembre 1998, à la suite de son étouffement par des gendarmes lors de son rapatriement forcé, marque cette période de forte mobilisation. Le gouvernement vote une loi exceptionnelle, celle du 22 décembre 1999. La campagne de régularisation est one shot et permet la régularisation pour près de 40000 personnes.

Après 1999, l'Office des étrangers régularise de nouveau sur base de critères complètement inconnus. Nous sommes dans un ordre de déduction par rapport à la politique intérieure de l'Office des Étrangers. Des avocats, sur base des faits de régularisation globaux, arrivent à mettre en observation certains critères récurrents, notamment la question de la scolarisation. Cette dernière constituait un critère phare pouvant augmenter les chances d'avoir un titre de séjour.

Une autre séquence de régularisation a commencé en 2003 et s'est engagée de la même manière qu'à l'heure actuelle. Elle a débuté par des occupations d'églises : Saint-Boniface, Sainte-Hélène, Béguinage, etc. Au fur et à mesure, ce mouvement a pris de plus en plus d'ampleur. C'est dans cette atmosphère que le groupe UDEP, Union pour la Défense des Sans-papiers; a vu le jour. Il s'agit d'un groupe qui était présent partout en Belgique et composé de militants, de sans-papiers, d'acteurs institutionnels et d'avocats. Il constituait une cohabitation générale de tous les acteurs et de tous les sujets, qui se devaient

d'être impliqués sur cette problématique de régularisation des sans-papiers.

Autre groupe déterminant dans cette lutte, le CAS. Le Comité d'Action pour les Sans-papiers qui était inscrit dans un registre autonome et universitaire. Il prend naissance à l'ULB et s'implémente ensuite dans de nombreuses universités. Son objectif est de mener des actions en autonomie relative sans imposer de conditions de soutien aux sans-papiers. Élément important puisque la plupart des groupes institutionnels et issus du tissu associatif avaient intérêt à imposer des conditions dans le soutien, par exemple un regard sur les critères, un regard sur les modalités d'action, un regard sur les discours partagés... des choses qui sont encore d'actualité, et qui n'ont forcément pas disparu.

La présence de l'UDEP et du CAS était vraiment très complémentaire. L'UDEP était investi dans un travail de cooptation, avec des sans-papiers inscrits dans le travail juridictionnel, politique, lobbying, etc. Avec la casquette de l'UDEP, soutenus par une présence intentionnelle forte, les membres du groupe ont abouti à la construction progressive d'une loi, la loi UDEP. Celle-ci a été déposée par la coalition de l'opposition Ecolo-Ps et n'a pas été ratifiée. L'Open VLD, parti politique titulaire du ministère à l'Asile à l'Immigration de l'époque, était complètement opposé à l'insertion de critères clairs et permanents.

Vers l'été 2009, une nouvelle régularisation basée sur des critères d'ancrage local durable ou sur la possession d'un contrat de travail est mise en place. Toutefois, la complexité et la longueur de la procédure font que de nombreuses demandes n'aboutissent pas.

Depuis, c'est de nouveau le blocage. Une phase de régularisation a eu lieu en 2019, mais elle était très sporadique, c'est l'Office des étrangers qui décidait de régulariser aléatoirement.

## **LES OCCUPATIONS POLITIQUES AUJOURD'HUI**

Les occupations de sans-papiers qui ont lieu en ce moment sont issues de cette histoire de lutte. Ce n'est pas quelque chose qui est apparu du jour au lendemain. Les sans-papiers ne vont pas n'importe où

et ne choisissent pas n'importe quel type de bâtiments pour les occupations. Il s'agit d'espaces qui sont généralement en lien avec les questions et les problématiques liées aux sans-papiers et qui leur offrent une sûreté politique où l'expulsion est pratiquement impossible. Ils optent pour des lieux d'occupation qui ont une traduction ou une tradition politique en lien avec leur problématique cible. Par exemple : des églises, des syndicats, des bâtiments reconnus institutionnellement et politiquement, par l'État.

Concrètement, ils essaient de se focaliser sur ces deux logiques: d'une part, un espace où une sûreté sera garantie ; d'autre part, des espaces avec une présence institutionnelle importante.

## **LES OCCUPATIONS NE VISENT PAS À RÉPONDRE À DES LOGIQUES D'HÉBERGEMENT, MAIS TRADUISENT UN ACTE POLITIQUE.**

L'occupation de l'église des béguinages illustre une situation où le rapport de force est conséquent avec d'une part le soutien du prêtre et des organisations constitutives du comité de soutien et de négociation, et d'autre part, les sans-papiers à l'intérieur qui mettent une pression importante. Dans cette dynamique, l'autonomie d'action des sans-papiers est préservée et s'accompagne d'un soutien institutionnel. Plusieurs tentatives d'occupation ont eu lieu dans le passé et il y'en aura encore. Plusieurs groupes essaient d'une manière ou d'une autre de réinjecter une dynamique de type UDEP. Comme il s'agit d'un dispositif qui avait fonctionné, il y a toujours cette idée de reproduction d'un imaginaire politique.

En 2020, plusieurs contacts ont été noués avec des sans-papiers pour ouvrir les universités et les mettre à disposition afin de réinvestir et de revivifier tout ce qui est en train d'exister et d'être expérimenté à l'heure actuelle. Historiquement, les universités — non pas parce qu'elles ont un poids sur la question spécifique de la régularisation — représentent un espace où l'effervescence politique est très importante. Cela s'explique par la présence des étudiants et des cercles d'étudiants, par l'engagement universitaire sur des problématiques politiques, l'existence de centres de recherche qui travaillent sur la question migratoire.

Bref, il y a un degré de pouvoir qui est concentré et maintenu par les universités que les sans-papiers tentent de saisir.

## **USPR : RÉGULARISATION, SANTÉ PUBLIQUE ET REPRÉSENTATION SYNDICALE**

L'Union des Sans Papiers pour la Régularisation ( USPR) est un mouvement qui s'est construit il y a de cela un an et qui est le fruit d'une toute une série de dynamiques de sans-papiers. C'est pour cette raison que le mot union a toute son importance. L'USPR tente de construire un foyer de convergence des affects politiques collectifs sur base d'un message clair: « *Il faut qu'on puisse organiser notre propre régularisation.* » Ce sont des dynamiques qui ont existé, qui existent et qui ont toujours été expérimentées par des personnes et des sujets politiques issus de luttes longues.

L'USPR est composée de personnes hétérogènes présentes en Belgique depuis 20 ans. Certains sont des primo-arrivants, d'autres sont là depuis 5 ans. Les fondateurs qui ont initié le mouvement sont des personnes qui sont principalement issues de la vague de la régularisation de 2009 et qui n'ont pas pu pérenniser leur régularisation. Pour y remédier, ils ont mené une série de lutte dans différents comités et collective sans succès et ont décidé de se rassembler pour constituer l'USPR.

L'objectif premier et fondamental du groupe est d'assurer l'autonomie des sans-papiers dans une lutte pour la régularisation. L'USPR estime que les sans-papiers ne sont pas considérés comme des sujets politiques à part entière. Ils veulent également éviter une imposition extérieure en termes de revendication et de modulation d'actions. Si par exemple, des sans-papiers ont envie en tant que sans-papiers d'occuper un bâtiment, la majorité des associations et ses facteurs institutionnels s'opposent à cette prise physique de bâtiments parce qu'il y a des agencements, des intérêts et des mécaniques qui ne laissent pas de place à l'autonomie. La capacité subjective des sans-papiers à porter des discours politiques est euphémisée puisque les revendications et les constructions politiques doivent toujours arriver à l'aune des présences institutionnelles.



©krasny collective/Dominique Botte

Le second objectif de l'USPR est de mettre en avant la question de la santé publique des sans-papiers qui n'est pas suffisamment travaillée politiquement. Alain Maron, ministre fédéral de l'Environnement et du Climat, de la Propreté et de l'Énergie, propose de mettre en place une séquence de vaccination unique sur base de l'Aide Médicale Urgente (AMU) pour les sans-papiers. Ces derniers récusent complètement. Selon eux, il ne devrait pas s'agir d'un one-shot et souhaitent bénéficier d'un accès — sur base de l'AMU — à tous les droits de santé et de logement. En bref, avoir accès à toutes les conditions sociales et politiques qui offrent aux sans-papiers la possibilité d'être considérés comme des sujets.

Le troisième objectif est en lien avec la question de la représentation syndicale. L'objectif vise à faire en sorte que les délégations syndicales — dans leurs contextes de travail — poussent à questionner le rapport à la régularisation sur base des sites de travail. L'union souhaite que les délégués puissent porter les revendications et les présenter aux travailleurs pour que ces derniers soutiennent les dynamiques sans-papiers.

En résumé, l'USPR a un objectif global, qui est la régularisation sur base

des critères clairs, et deux objectifs intermédiaires en matière de santé (vaccins) et de représentation syndicale.

### **UN ESPOIR DE RÉGULARISATION ?**

Sammy Mahdi, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, ne souhaite pas l'installation de critères clairs et permanents puisqu'il les considère comme étant excluants. Selon lui, en installant des critères clairs et permanents, il y a des cas qui ne vont pas être incorporables. Par exemple, une dame de septante-sept ans ne peut pas être régularisée si le critère est « avoir plus de 80 ans ». Selon lui, les cas sont beaucoup trop particuliers et individuels que pour les inscrire dans des critères.

L'orientation est d'aller vers des critères poreux, flottants et aléatoires plutôt que restrictifs. L'USPR s'y oppose complètement dans la mesure où les sans-papiers ont une connaissance claire de l'économie sociologique et savent très bien que les cas sont sociologiquement représentables. En clair, ce que les sans-papiers proposent sous la forme de leurs critères permet d'incorporer une grande majorité des sans-papiers. Pas la totalité des sans-papiers, mais une grande majorité

d'eux. Parmi ces critères, nous trouvons l'ancrage en Belgique, la vulnérabilité (Maladie, handicap, violences conjugales), la question familiale (Enfants présents sur le territoire depuis deux ans), etc.

### **TOUT CE QUI SE FAIT SANS NOUS SE FAIT CONTRE NOUS**

L'USPR vise à inclure tout le monde sur des bases multiples. Par exemple, via l'intégration par le travail, mais pas par le travail en pénurie. La cartographie du travail en pénurie est renouvelée chaque année. Le leitmotiv, qui articule permis de travail et régularisation pour les sans-papiers est considéré comme de l'esclavage. Le travail n'est pas un critère, mais plutôt un argument politique. L'objectif de l'USPR sur le long terme est de régulariser un maximum de personnes sans qu'un critère ne puisse prévaloir sur un autre : les primo-arrivants, les personnes qui sont ici depuis moins de cinq ans, les personnes qui ne travaillent pas, les personnes qui n'ont pas de problème de vulnérabilité. Si certaines institutions décident de porter certains critères aux dépens d'autres, cela revient à se positionner contre certains sans-papiers, contre une majorité de sans-papiers.



## RENCONTRE AVEC JULIE PEYRAT DE METAL

# « NOT STANDING FOR HYPOCRITICAL BOURGEOISE CULTURE ! »\*

**Julie Peyrat est comédienne et membre du collectif METAL, Mouvement des Étudiant·e·s Travailleur·ses des Arts en Lutte. Nous avons été nombreux à l'applaudir quand, en tant que représentante du collectif « Bezet La Monnaie Occupée », elle a quitté le plateau de l'émission QR de la RTBF après avoir interpellé le ministre Frank Vandenbroucke. Nous avons dans cette interview abordé la question de la précarité dans le secteur culturel mais aussi du rôle de l'art et du théâtre dans les luttes et la militance.**

### *Tu peux nous présenter METAL et comment le collectif est né ?*

Metal s'est constitué début 2018, lors d'une AG qui a regroupé 150 étudiant·es de cinq écoles d'art. Le mouvement a d'abord commencé avec l'ESACT en lutte (École Supérieure d'Acteurs du Conservatoire Royal de Liège). L'ESACT est assez politisée, cela faisait presque partie de notre cursus. On a été encouragé par la direction et certains membres du corps pédagogique. Mais nous avons besoin de rassembler plus de monde, d'où la création de METAL. On est surtout des comédien·nes, on a du mal à rassembler dans les autres domaines artistiques. Le milieu du théâtre a plus l'habitude de la mobilisation collective, il me semble. Metal c'est pour Mouvement des Étudiant·e·s Travailleur·ses des Arts en Lutte. Nous nous considérons comme étudiant·e et travailleur·euse en même temps. Notre groupe a été très rapidement irrigué par les théories de Friot sur le salaire à vie même si on requestionne ça actuellement.

En 2017, on reçoit une mini-formation de la part d'anciennes élèves qui nous expliquent comment on va obtenir le statut d'artiste (qui n'en est pas un) et comment ça se passe à la sortie de l'école. Elles nous préviennent qu'une nouvelle note interprétative de l'Onem rend presque impossible l'ouverture du droit au chômage non dégressif. Il y avait déjà eu des réformes en 2014-2015, et là ce n'était plus possible. Des gens du secteur culturel se sont mobilisés contre cette note de l'Onem. En tant qu'étudiant·es, on voulait que notre parole soit aussi portée. On a taffé sur le sujet, on a apporté une lettre à Kris Peeters, on a parlé de nous aux Magrilles et d'autres actions. La note interprétative a été levée.

On avait ensuite envie de continuer un travail de fond, de recherche. Fin 2018, la dynamique s'est un peu épuisée. Mais avec la crise du Covid, des étudiant·es de l'INSAS ont repris l'outil METAL pour publier une carte blanche sur la situation catastrophique. Aujourd'hui, nous sommes un noyau de personnes qui s'organise

avec différents groupes de travail et on essaye d'être présent dans différentes actions, surtout portées par d'autres collectifs. On a eu un peu le vent en poupe ces derniers temps et on propose de nouveau nos propres actions. Il y a moins d'étudiant·es maintenant, mais plus de travailleur·euses précaires. On essaye de continuer à réfléchir autour de la question du revenu, de ce que pourrait être une sécurité sociale de la culture, une société où la culture aurait une autre place. Tout en sachant que, pour reprendre les mots d'Olivier Neveux (*professeur d'histoire et d'esthétique du théâtre, auteur du livre Contre le théâtre politique*) qu'il serait plus facile de changer la société que de changer la place de la culture dans cette société. On essaye de militer et de réfléchir à des changements de paradigme plutôt que juste demander un refinancement du secteur culturel. On essaye de se lier à des luttes intersectorielles et puis de manière générale avec des travailleur·euses précaires. On essaye de se rappeler d'où on vient : on est des jeunes issus d'écoles artistiques, c'est un secteur particulier, mais on veut rester en lien avec d'autres travailleur·euses discontinues. On se rend bien compte que l'on n'est pas les seuls dans cette situation, il y a une ubérisation générale du marché du travail. L'artiste en est un exemple.

**Comment fonctionne le « statut artiste » et quelles sont les conditions de travail dans ce secteur ?**

On est dans le régime général du chômage. À l'heure où on parle, pour prétendre au dit « statut d'artiste », tu dois prouver un certain nombre d'heures pour passer la première porte au chômage, comme le chômage classique. Mais une fois que c'est fait, tu dois prouver sur une courte période un certain nombre d'heures artistiques pour avoir le droit à un chômage non dégressif. Ensuite, tu as trois cachets annuels à déclarer pour le maintenir.

À l'heure actuelle, il y a un vrai risque que ce statut soit beaucoup plus dur à maintenir qu'avant, et qu'il sorte du régime général, que l'on devienne une catégorie à part, en gros des indépendants, des autoentrepreneurs. Ce statut est censé être une protection sociale qui reconnaît notre travail hors emploi. On est payé pour faire des représentations, des créations, mais il y a plein de trucs qui ne sont pas comptés. On travaille beaucoup de manière invisible. Il y a le travail artistique, mais aussi le travail administratif, les dossiers à rendre, rencontrer des gens, faire du réseau... Avoir des répétitions et des représentations payées, aujourd'hui, c'est déjà une chance. La majorité des artistes, c'est des gens qui travaillent au black dans l'Horeca. C'est aussi pour ça qu'on a été dans la dèche pendant le confinement.

On est précaire, mais nous sommes conscients que dans cette précarité on a des privilèges : comme le fait d'être majoritairement blanc, ou encore d'avoir l'arme de la langue. Ça, c'est du capital culturel et symbolique. Les artistes, on accepte quand même parfois de pleurer sur leur sort, beaucoup plus que sur d'autres précaires.

Et puis, pour avoir les subsides qui nous permettraient de nous payer, il faut des partenaires, des théâtres, des institutions qui nous co-produisent. Sauf que pour avoir ces co-producteurs, il faut déjà avoir fait ses preuves, avoir eu des soutiens, et/ou sué des années à travailler gratuitement... Et tout le monde ne peut pas se permettre de travailler gratuitement. C'est un serpent qui se mord la queue. Cela reproduit un art bourgeois où toujours les mêmes sont soutenus. C'est un énorme problème pour la production culturelle et artistique.

**Quelle est votre vision de l'art et du théâtre que vous voulez mettre en avant ?**

**IL Y A CE DISCOURS OÙ EN TANT QU'ARTISTE, ÇA FAIT PARTIE DE TON ÊTRE QUE D'ÊTRE HUMANISTE, CONNECTÉ DE MANIÈRE SENSIBLE AU MONDE, TU TE SACRIFIES À TA PASSION. MAIS CELA A DES LIMITES. ON CONSIDÈRE QUE LA QUESTION ET LA DÉFINITION DE L'ART ET DE LA CULTURE, C'EST POLITIQUE, ET ÇA DOIT ÊTRE DISCUTÉ.**

La culture est financée via les institutions et les travailleuses on s'en bat un peu les steaks. Il y a aussi de la disparité entre les différentes institutions du secteur : des petites structures qui ne reçoivent aucune aide et des gros théâtres qui font des représentations en streaming.

En fait, il y a un art bourgeois avec de grandes et belles intentions que l'on a beaucoup à cœur à refinancer. D'où le nom qu'on trouve très bien trouvé du collectif Bruxellois : « *Not standing for hypocritical bourgeois culture !* » Il y a aussi cette dénomination de la Commune de Paris qu'on aime bien, qui parle d'une culture élitaire pour tous. Ça ne veut pas dire qu'on doit tous se mettre à faire des trucs démagos, en pensant faire à priori ce que le « peuple veut », mais qu'il faut financer une recherche artistique de qualité avec des exigences, qui demande du temps, mais qui est vraiment adressé à tous et pas pour une élite qui se regarde dans le miroir. On veut poser la question de quelle culture ? Comment ? Dans quelles conditions ? Quand on dit : pas de retour à l'anormal, c'est ça. Les problèmes étaient là avant la crise et nous on ne veut pas la réouverture des théâtres ou des institutions culturelles sans une remise en question de la façon dont elles fonctionnent. Il y a des problèmes de représentativité, d'inclusivité. On demande des États généraux de la culture.

Il faut maintenant utiliser de gros mots comme « socialisation des moyens de production ». Les théâtres appartiennent à des directeur-trices et des institutions qui chapeautent tout, à qui il faut montrer patte blanche. Si on pouvait avoir des lieux de diffusion et de création à nous, on ferait l'art de manière différente. La jeunesse qui crée en ce moment, elle

se pose ces questions-là. Dans notre discours du premier mai, on parlait de luxe communal, d'un monde où le quotidien et la beauté se réuniraient, où l'artiste serait le travailleur et le travailleur serait artiste. L'alternative existe déjà maintenant, elle est dans la sécurité sociale, dans les collectifs. Il faut partir de ce qui existe déjà.

Il y a aussi des questions plus esthétiques, artistiques. C'est quoi le théâtre que l'on voudrait ? Avec des personnes de Metal, on a créé une courte pièce pour l'occupation de la Monnaie et on l'a joué aussi à Liège pour le Premier mai. On est partis de l'histoire d'Iphigénie, une tragédie grecque à l'époque de la guerre de Troie. On voulait une écriture poétique, qui puisse proposer une parabole, une distanciation par rapport à la situation actuelle. Cela parle du sacrifice de la jeunesse, incarnée par Iphigénie qui est sacrifiée par son père Agamemnon. Sur son cadavre arrivent des mouches, c'est une sorte de foule que n'a rien à perdre. On avait envie de donner la parole à un « nous » inquiétant, une masse grouillante qui se nourrit des cadavres abandonnés.

***Durant le confinement, le secteur culturel est rentré en lutte de manière assez forte, notamment avec des actions de désobéissance tu peux revenir pour nous sur cette séquence ?***

Durant les Codeco, on ne parlait pas du secteur culturel, le mépris était répété et là tu te dis, ce n'est pas un hasard. Le gouvernement aurait pu juste calmer un peu les ardeurs, mais que dalle. *Still Standing For Culture*, c'est à la base des artistes qui voulait se mobiliser sur cette absence complète de considération. Ce n'était pas seulement pour la réouverture des Théâtres, en mode : « *Laissez-nous nous exprimer !* », cela a été mal rapporté médiatiquement.

La revendication principale c'était un rééquilibrage des impacts de la crise sanitaire sur l'ensemble des secteurs. On a bien vu, au début du confinement, quand il fallait tout arrêter, qu'il était possible de remettre en question l'activité des multinationales, mais cela n'a pas du tout été envisagé. Les actions de désobéissances de *Still Standing* ont quand même réussi à faire du bruit.

Il y a eu des amendes, des risques pris. En mars, des lieux ont réouvert en



**L'OCCUPATION DE LA MONNAIE NOUS A MONTRÉ QUE NOTRE BESOIN D'UN AUTRE MONDE C'EST AUSSI UN BESOIN D'AUTRES RÉCITS, UN BESOIN D'INVENTER DES CHOSES, DE FAIRE MARCHER NOTRE IMAGINATION.**

intérieur. On a vu la police intervenir pour fermer un théâtre. Avec Metal, on a suivi le mouvement, en se disant qu'on restait quand même critique face au fait que ça ne parlait pas des inégalités internes au secteur, c'est une initiative qui se voulait rassembleuse. La médiatisation de Still Standing a permis d'avoir un regard général, de créer un lien avec la population qui n'est pas dans le secteur. Ils ont également soutenu Bezet la Monnaie occupée.

Il y a eu aussi plein d'autre groupe et actions du secteur culturel pour toucher les politiques et les médias. L'UPAC-T — *L'Union de Professionnel·les des Arts et de la Création - pôle Travailleur·euse* — a fait un travail de réflexion sur le statut artistes. On a fait partie du truc avec Metal et on a milité pour rester dans le régime général, maintenir la solidarité interprofessionnelle.

Cette lutte du secteur culturel durant le confinement a permis d'avoir un peu d'aides. Tous les jeunes qui échappent au chômage, ceux qui sortent des écoles, ils et elles n'avaient plus d'Horeca, de petit contrat par-ci par-là, plus rien pour vivre. Ces mouvements de luttes ont permis que la question arrive au parlement : quelles sont les aides urgentes pour toutes les gens qui ne dépendent pas du chômage ?

### ***Il y a aussi eu une série d'occupation de théâtres... tu étais active à la Monnaie ?***

Il y a eu en France une vague d'occupation dans les théâtres avec des syndicats assez forts qui ont chapeauté le truc. On s'est demandé que faire ici. Le Théâtre

National à Bruxelles a plus ou moins dit : venez occuper. On a proposé nos réflexions. L'occupation de la Monnaie est issue de l'occupation du National, il fallait qu'on occupe en officialisant que c'est une occupation de jeunes précaires du secteur artistique. Au niveau interne, on penche facilement vers la culpabilité de se dire qu'on est des artistes, qu'on est subsidiés, on n'est pas « les pires ». Quand tu regardes la situation des sans-papiers, qui on est pour demander plus ? Mais ça ne mène nulle part de penser ainsi. Notre lutte doit encore apprendre à se reconnaître comme légitime.

Pour rentrer, il y a eu une négociation assez hard avec la direction de la Monnaie et là des délégués syndicaux nous ont pas mal aidés. On a eu un accès de deux semaines au hall de la Monnaie, on a dû donner nos cartes d'identité et on avait des bracelets pour rentrer. C'est une occupation qui reste dans le symbolique par rapport à d'autres occupations, de sans-papiers par exemple. L'occupation de la Monnaie était artistique. Notre taf, en tant que cultureux, c'est de faire entendre la voie des gens que l'on n'écoute pas. On a lancé une tribune journalière programmée, et avec des thématiques : sans papiers, queer, féministe, violences policières et d'autres journées sans thème... Il y a eu des choses assez fortes.

L'occupation de la Monnaie nous a montré que notre besoin d'un autre monde c'est aussi un besoin d'autres récits, un besoin d'inventer des choses, de faire marcher notre imagination. On a utilisé un énorme lapin géant de 10 m de long, il y a eu des

trucs avec beaucoup de poésie, de l'art au service du politique. C'est hyper inspirant, qui fait du bien. Ce n'était pas de l'art pour l'art, coupé des réalités. Il y a des envies de réinventer un monde symbolique, mais aussi de faire converger les gens et pas que symboliquement ! A la fin des 2 semaines « autorisées » par la direction de la Monnaie, des personnes du collectif sont re-rentrées dans le théâtre pour dire qu'on en bougerait pas, puis ont été expulsé par les flics. Une négociation avec le directeur a été demandée, cela a abouti à une rencontre avec Sophie Wilmes, qu'on a mis en scène. Nous avons pu quand même continuer les tribunes devant le théâtre... Le 1er mai, une énorme poubelle a été dressée sur la place dans laquelle on était censé mettre tout ce que la société rejette. On l'a renversé et on a voulu aller jusque rue de la loi pour déposer la poubelle, on était 200.

Il y a besoin de créer du collectif. Avec METAL, on part du terrain, du petit. Dans le milieu du théâtre, et d'autres arts, ça fait partie des choses très stimulantes, un travail de recherche sans hiérarchie, sur l'horizontalité. On est une bonne partie à faire nos premières armes dans la militance, c'est trop bien. Il y a une nouvelle génération sans trop de modèles, mais nous essayons d'être conscients des histoires sociales et des luttes passées.

\* « *Not Standing for Hypocrito-Bourgeoise culture* » c'est aussi un collectif. Il a mené cet année une action envers le festival du *Kunstenfestivaldesarts*, pour dénoncer l'hypocrisie qui règne dans le milieu artistique et politique bruxellois .



# COLOMBIE : « NOUS N'AURONS PLUS JAMAIS PEUR ». DE LA GRÈVE AUX SOULÈVEMENTS POPULAIRES

Par Alejandro Cortés

**Au cours des dernières semaines du soulèvement populaire en Colombie, le véritable événement politique est que nous avons rompu notre pacte avec la peur. Nous n'abaisserons plus jamais la tête. Dans les rues et les quartiers qui se sont soulevés, le désir de changement est incontrôlable.**



En Colombie, nombreux étaient ceux qui pensaient que le 28 avril ne serait qu'une mobilisation ordinaire de plus dans un pays qui s'est habitué à voir deux ou trois manifestations par an ; une marche parmi d'autres, face à un gouvernement chroniquement et historiquement sourd aux revendications sociales. Tout a commencé comme d'habitude, avec une série de cortèges se dirigeant vers le point de concentration de la manifestation, une journée passée à scander des slogans au rythme des tambours. Mais quelque chose palpait fortement dans l'air. Les conditions d'une explosion sociale existent depuis des décennies mais la stigmatisation, la peur et l'indifférence à l'égard de la protestation sociale ont longtemps empêché la mobilisation de se transformer en autre chose.

Malgré tout, cette fois-ci, deux ingrédients inattendus ont transformé une journée de grève et de manifestation en un soulèvement populaire général qui a lieu aujourd'hui dans toutes les villes de Colombie.

Le fait que les gens aient décidé de descendre dans la rue en plein milieu de la troisième vague de la pandémie de Covid semble être un acte d'irresponsabilité, mais la peur du virus s'est soudainement transformée. Et donc l'événement politique réel a été le suivant : nous avons rompu notre pacte avec la peur. Ensuite, les déclarations cyniques de l'ancien ministre des Finances sur la valeur d'une douzaine d'œufs et la défense d'un projet de réforme fiscale absolument néfaste à tous égards pour les classes moyennes et populaires.

Toutes les cartes étaient sur la table : un gouvernement éloigné de la réalité du pays, des inégalités accentuées par la pandémie et un malaise social généralisé sur la façon

dont le gouvernement «gère la crise».

Le 28 avril, quelque chose s'est brisé dans la société colombienne, quelque chose qui ne tenait qu'à un fil : la peur que nous avions de perdre un emploi, la peur d'avoir faim, la peur de perdre les faveurs du patron. Les citoyens qui se mobilisaient depuis des décennies ont finalement trouvé un écho dans les secteurs populaires fatigués, affamés, endettés, toujours coupables et blâmés, fatigués d'être maltraités par une élite minoritaire qui ne représente que ses propres projets individuels. Le cynisme des techniciens, le mépris d'un président qui jouit de ce spectacle et l'autoritarisme de ses partisans ont fait voler en éclats l'indifférence.

La peur est l'un des mécanismes qui rendent la servitude possible, c'est un aspect décisif de l'héritage colonial qui aide le maître à maintenir ses privilèges selon la logique propre à l'hacienda et à la plantation (un modèle qui s'est perpétué notamment dans la ville de Cali). La violence meurtrière de certains membres des forces de l'ordre, avec l'aval des donneurs d'ordres et des «bons citoyens» autoproclamés, a brisé l'indifférence - craintive - des citoyens.

La force brutale avec laquelle ils ont attaqué les mobilisations, les persécutions, la menace permanente de déclarer l'état d'urgence et le récit funeste des médias, celui qui divise le peuple colombien entre bons et mauvais, s'est effondrée. Aujourd'hui, peu de gens croient les mensonges en direct à la télévision d'un président qui gouverne depuis une salle pleine de caméras qui ne sont là que pour lui plaire ; ils ne croient pas non plus les médias des puissants qui s'efforcent, jour après jour, de délégitimer les protestations dignes et justes. La peur a changé de

**LES JOURNÉES DE MOBILISATION DANS LES QUARTIERS NOUS MONTRENT QUE NOUS N'AVONS QU'UNE SEULE ISSUE : L'ORGANISATION. RECONNAÎTRE NOS BESOINS, RACONTER NOS HISTOIRES, DÉCOLONISER LE POUVOIR ET LE LEADERSHIP .**

camp et aujourd'hui, derrière le discours de «l'autodéfense», les soi-disant «bons citoyens» tentent de récupérer, avec le sang et le feu, cette complaisance que pendant des décennies les citoyens ont accordée par peur ; peur de leur logique mafieuse et néropolitique dont le seul horizon est l'accumulation infinie. La complaisance avec les puissants a été brisée. Nous ne baisserons plus jamais la tête. Nous ne ressentirons plus jamais de pitié ou de culpabilité. Ils ne nous rendent pas service et nous savons maintenant que si nous voulons nous appeler un pays démocratique, il faut savoir que nous en faisons tous partie. Les journées de mobilisation dans les quartiers nous montrent que nous n'avons qu'une seule issue : l'organisation. Reconnaître nos besoins, raconter nos histoires, décoloniser le pouvoir et le leadership.

Le peuple a produit un nouveau récit nécessaire à sa survie : nous voulons et désirons une Colombie différente, en paix. Eux, les puissants, qui ne représentent qu'eux-mêmes, continuent à être aussi violents, sourds, indifférents et hautains ; nous, qui avons vécu et senti l'inégalité dans nos estomacs et dans nos cœurs, nous ne pouvons continuer à être les mêmes. Le désir de changement en Colombie est dorénavant incontrôlable.

*Un article publié initialement en espagnol sur El Poniente. L'auteur fait partie du collectif Rec Latinoamerica.*



# LES ZAPATISTES DÉBARQUENT !

Crédit photo: Francisco Lion

Cet été, plus d'une centaine de zapatistes, essentiellement des femmes, venus tout droit du Chiapas au Mexique sillonneront l'Europe. Elles participeront aux rencontres et activités préparées depuis des mois par des centaines de collectifs et d'organisations, dans les nombreux pays où elles ont été invitées. Elles seront aussi en Belgique pour rencontrer celles et ceux qui luttent ici. Cette visite est historique, c'est la première fois que les zapatistes prennent l'initiative d'aller ainsi à la rencontre des luttes partout où elles se déroulent, en Europe et dans le monde. L'objectif est de renforcer les luttes d'en bas et à gauche dans nos régions ainsi que de créer des réseaux avec leurs propres luttes.

**Pour mieux comprendre, les attachements qu'entretiennent certain-es militant-es de chez nous avec la lutte des zapatistes et les enjeux liés à leur visite, nous avons interviewé Karmen, Fred et Zoé qui à l'invitation des zapatistes à « cheminer en posant des questions » ont toujours répondu présents.**

***Pouvez-vous nous raconter votre rencontre avec l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) ?***

— Zoé : Cela fait 25 ans que je milite dans des collectifs et associations. J'ai toujours travaillé dans l'éducation populaire. Quand le 1er janvier 1994, l'EZLN surgit, j'étais encore étudiante. Le choix de la date d'entrée en vigueur du traité de libre-échange, entre le Mexique, les USA et le Canada, pour se soulever a tout de suite suscité de la sympathie. D'emblée, les zapatistes établissaient un lien entre leur réalité locale de groupe indigène et la réalité de la mondialisation. Ensuite deux ans plus tard, il y a eu l'appel à une rencontre « Intercontinentale pour l'Humanité et contre le Néolibéralisme » qui a réuni près de 5000 personnes de 42 pays. C'était un véritable appel à tisser des ponts entre différentes réalités. Ce qui m'a littéralement touchée, c'est qu'ils nous disaient que ce qui leur importait le plus, c'était qu'on lutte dans nos réalités, qu'on soit solidaire et en contact.

— Karmen : À partir de 1996, j'ai pris la peine de m'intéresser à ce que qui se

passait au Chiapas, surtout au moment du massacre d'Acteal (1). J'ai intégré un comité de solidarité, à l'époque je vivais à Madrid, et découvert ainsi leurs propositions politiques. Elles étaient en dehors des normes de ce que l'on entendait à l'époque par la militance de gauche. La crise politique à gauche était énorme. Le mur de Berlin s'était effondré quelques années plus tôt et les théories marxistes-léninistes prenaient l'eau et n'étaient plus suivies comme auparavant. Moi-même, j'étais en crise. Je suis fille d'un réfugié politique espagnol. Mon papa était au Parti Communiste Espagnol et il s'est réfugié en Belgique en 1968. Le zapatisme offrait une alternative pour penser autrement la militance et la transformation sociale. Les zapatistes ne parlaient pas de révolution mais de bien de rébellion.

— Fred : J'ai commencé à les suivre dès 1994. À l'époque, il y avait pas mal de manifs étudiantes dans lesquelles je me suis politisé et donc le zapatisme est venu comme quelque chose qui pouvait nourrir tout ça. Le discours était nouveau et aussi très ancré dans l'histoire de

l'Amérique Latine. J'ai donc commencé à militer au *Comité Chiapas de Bruxelles*. Ce qui était intéressant, c'est que ça réunissait différents courants à gauche, que cela mettait ensemble des générations, des engagements très radicaux à côté d'engagements très pragmatiques, le tout était reconfiguré dans une nouvelle formule politique très horizontale et où se posait la question du pouvoir différemment.

***Vous vous êtes rendus dans les zones occupées par l'EZLN. Pouvez-vous raconter ce qui a marqué votre séjour là-bas ?***

— *Fred* : Je suis allé au Chiapas en 1997. J'ai passé presque deux mois dans une communauté zapatiste comme observateur de la paix. Au-delà du romantisme, j'ai découvert ce qu'était une communauté. C'est très particulier en terme de lien et de collectif au quotidien. C'est un autre monde. Cette expérience, pour moi, reste fondatrice d'une nouvelle manière de penser et de faire de la politique même si je trouve que l'on exagère la nouveauté du zapatisme. Il y a plein de choses qui sont recodées ou reconfigurées à partir des traditions indigènes et des mouvements de luttes sud-américains.

— *Zoé* : La première fois où je suis allée là-bas, c'était en décembre 97, juste après le massacre d'Acteal, vu que les communautés étaient l'objet d'attaques des paramilitaires et de l'armée, les zapatistes avaient appelé à la présence d'observateurs étrangers. Clairement, on sentait de la tension. Je me suis retrouvée dans une communauté où l'armée a débarqué et pointé leurs mitraillettes vers nous. J'étais dans mes petits souliers, j'ai eu la frousse de ma vie. Après je me suis dit « *putain, c'est ça qu'ils vivent tous les jours* ». Ils étaient en permanence victimes d'intimidation de la part des militaires et du gouvernement. Il y a 5 ans, j'y suis retournée. Les zapatistes avaient invité des sympathisants à partager la vie des communautés pendant une semaine. J'ai habité dans une famille et participé à leurs activités. Il y a eu aussi des moments collectifs où on se retrouvait tous pour échanger.

Au Chiapas, ce qui marque aussi c'est qu'ils se reconnaissent comme mexicain. Ils chantent l'hymne national. Ils ne sont jamais là où on les attend et ils nous surprennent toujours. Dans notre imaginaire, cela ne nous viendrait pas

à l'idée de chanter un hymne national. Chez eux, tu peux te sentir appartenir à la nation mexicaine, tout en revendiquant plus d'autonomie pour les communautés indigènes, la possibilité de vivre selon ses propres lois et sa propre façon de faire la justice. C'est perturbant. À l'époque, on ne savait pas vraiment comment les situer. Ce n'était pas un mouvement révolutionnaire classique qui visait à abattre le pouvoir pour le remplacer.

— *Karmen* : Comme je l'ai dit, à l'époque, j'étais en crise ne sachant pas où aller et que faire pour participer à transformation sociale et politique. J'ai décidé de partir 6 mois et ces 6 mois sont devenus 20 ans. Ce qui m'a passionnée, les 20 ans où je suis restée là-bas, c'est cette découverte de l'autre, cette recherche constante de l'autre. J'ai travaillé dans une ONG proche des zapatistes. Cela m'a très fort interpellée parce que c'est une rencontre anthropologiquement forte. C'est un choc culturel énorme. J'étais habitué à vivre entre deux cultures. J'étais fille de migrante, née en Belgique, repartie en Espagne. Mais la rencontre avec la cosmovision<sup>(2)</sup> des communautés indigènes a été le plus grand impact que j'ai eu au-delà de leur proposition politique. Je me suis aussi rendue compte qu'autant leurs paroles que leurs propositions, étaient réellement en lien avec toute une vision du monde et de la vie propre à leur culture maya. Cela m'a permis de faire tout un travail décolonial qui s'est passé de manière tout à fait inconsciente et qui a été mis en lumière par la suite grâce à des lectures sur ces questions.

***Et vous Zoé et Fred : Quelle est la dimension de leur démarche et de leur pratique politique qui vous a frappés ?***

— *Zoé* : Le pied de nez qu'ils faisaient au libre-échange alors en vogue m'a marquée. Puis, le fait d'utiliser le passe-montagne au sens de : « *Nous, on prend la parole pour tous les sans visage, les sans paroles* ». Se cagouler, c'était pour mieux se montrer. Il y a eux aussi l'utilisation des communiqués et des appels internationaux, l'utilisation des contes, de personnages fictifs comme Don durito della Lacandona<sup>(3)</sup> qui directement ont peuplé les communiqués du Sous-commandant Marcos. Cela activait l'envie de faire de la rébellion quelque chose de joyeux même si elle est insurgée, armée et qu'il y a des affrontements violents. La poésie, qu'il y avait dans tous les communiqués, a permis de souder la

communauté des « *zapatistas* » et de créer quelque chose de nouveau dans les collectifs en Europe autour de la remise en question de ce qu'est le pouvoir. Ils ne voulaient pas prendre le pouvoir, ils voulaient développer leur autonomie, développer un autre monde où tous les mondes peuvent exister. Depuis 1994, ils ont continué à développer leur propre autonomie, leur façon de s'autogouverner, avec cet aller-retour permanent entre la base et les représentants, avec cette conception du « *mandat* » politique qui est quelque chose de collectif, qu'on remet à quelqu'un pour un temps déterminé, mais qui reste redevable et qui n'est que le porteur d'une parole. On a complètement perdu ça ici. Nos élus sont totalement hors de contrôle. Cette façon de gouverner m'a paru quelque chose d'intéressant à mettre en place ici. Et je pense que cela a eu une influence sur nos manières de s'organiser ici, d'organiser la manière dont on prend la parole et les décisions.

— *Fred* : En 1995 c'est les grèves massives en France. En Belgique, les luttes des ouvriers sidérurgistes de Clabecq qui tentent de réquisitionner leur usine. Nous sommes à un moment important de renouveau des luttes. On retrouve des luttes ouvrières, mais aussi celles des chômeur-euses et des sans-papiers. Les zapatistes abordent les questions indigènes, du libre-échange, de l'autonomie qui font directement écho dans les luttes ici. Qu'est-ce qu'un territoire ? Comment on le contrôle ? Qu'est-ce qu'un groupe autonome ? Le zapatisme a inauguré un moment d'intensité des luttes en Europe dans lequel se posait toute une série de questions. Et puis, les communiqués de Marcos étaient toujours plaisants à lire, faisaient plaisir, rire et donnaient à entendre d'autre manière de raconter la lutte.

***En quoi les principes mis en place par l'EZLN ont modifié précisément votre vision du monde, de la politique et de l'émancipation ?***

— *Zoé* : Ici en Belgique, à l'époque en 1996 il y a des collectifs à Bruxelles, Liège et Tournai en soutien. Au même moment, il y a un foisonnement de squats, de centres-sociaux, ainsi qu'un renouveau du militantisme et des mouvements sociaux sur Bruxelles. Il y a eu beaucoup de discussions et de remises en question sur l'autonomie des collectifs et comment on se solidarise avec des mouvements du sud.

**IL FAUT POUVOIR REMETTRE EN QUESTION NOTRE VISION DE LA MODERNITÉ. NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE NOUS INSÉRER DANS UNE LOGIQUE QUI VA DÉTRUIRE NOTRE MILIEU ET DÉTRUIRE NOS LIENS**



Crédit photo: Francisco Lion

Il y avait eu l'expérience des sandinistes au Nicaragua, mais c'était fois, ce n'était pas pareille. Nous n'étions pas dans un mouvement pour les droits humains et de solidarité avec le Chiapas. C'était bien au-delà. Il y a eu en Belgique des tensions entre ceux qui ne voyaient que la défense des pauvres indiens qui étaient exploités et écrasés par leur gouvernement et ceux qui voyaient l'opportunité d'un autre monde et d'une autre façon de s'organiser. Ces tensions perdurent toujours aujourd'hui.

— *Karmen* : Il m'est apparu très important de rompre avec cette conception de l'avant-gardisme marxiste-léniniste que j'avais de ma culture politique européenne. Quand j'ai commencé à travailler avec cette ONG locale, on devait travailler avec les autorités communales autonomes. J'avais, en face de moi, des représentants municipaux qui ne savaient ni lire ni écrire, qui parlaient à peine l'espagnol, mais qui représentaient la parole de leur peuple. Sans idéaliser aucunement, j'ai pu voir fonctionner ce rapport au pouvoir où la transformation passe non pas par la prise du pouvoir, mais du bas vers le haut. Ils ont d'ailleurs repris un type d'organisation ancestral et adapté à leur réalité aujourd'hui. Chaque communauté désigne des personnes qui vont les représenter. Elles ne sont pas rémunérées, leur mandat est conçu comme un service à

la communauté. C'est une charge énorme. Le système d'élection fonctionne du bas vers le haut. Le principe est celui de *mandar obedeciendo*. Très difficile à traduire en français, je dirais: *commander en obéissant*. En obéissant à qui ? Aux communautés. Tu n'as pas le pouvoir, mais je t'octroie la capacité, le droit et la charge de mettre en place ce que je te dis de mettre en place. C'est l'inverse de ce que l'on fait ici. Dans le zapatisme, je crois qu'on n'octroie le pouvoir à personne mais le droit de mettre en place une décision, c'est ce rapport au pouvoir qu'il faut changer.

Dans les communautés, on discutait de construire un système de justice autonome. Que faire quand quelqu'un volait ? Violait ? Si quelqu'un battait sa femme ? Cela prenait énormément de temps de discussion. Le rapport au temps n'est pas le même que pour nous occidentaux. Le temps leur appartient. Les assemblées des communautés peuvent durer des heures parce que tout le monde doit être entendu. Même si je ne suis pas d'accord avec toi, je dois t'écouter. Même si tous les deux, on n'est pas d'accord, on doit trouver une manière pour que nous deux on soit content. On doit sortir de cette assemblée en disant : « OK c'est bon. Parce que si tu ne vas pas bien, je ne vais pas bien et si je ne vais pas bien tu

ne vas pas bien ». C'est une conception du Nous. C'est d'ailleurs la proposition au niveau mondiale du zapatisme : un monde qui contient tous les mondes.

***Comment avez-vous changé en pratique vos manières de vous organiser politiquement ici en Belgique ?***

— *Zoé* : Ici les luttes et les groupes de l'époque étaient très axés sur une lecture marxiste-léniniste de la lutte et ils n'arrêtaient pas de s'embrouiller. Il n'y avait plus d'imagination ni de poésie. L'autre élément qui a été marquant, c'est la place des femmes. La première loi révolutionnaire édictée par les zapatistes, c'était la loi révolutionnaire des femmes sur leur droit à s'instruire, à travailler, à une vie sans violence. La réflexion sur la manière d'intégrer les femmes dans la lutte était plutôt une idée novatrice et en tout cas pas du tout centrale à l'époque dans les groupes militants.

— *Fred* : L'idée d'un soulèvement populaire qui se maintient dans la durée et qui pose la question de l'organisation cela reste important à mes yeux. Souvent, on est dans des clivages très forts. Soit on instrumentalise le soulèvement, il est tout de suite récupéré par un parti politique

ou enfermé dans les parlements. Soit l'insurrection pure et dure, où on s'interdit de penser le lendemain. Le zapatisme a à mon sens réussi à poser la double question de l'insurrection populaire et de l'institution de la lutte dans la durée. Comment on invente et on force la création d'un espace politique qui n'existait pas avant cela ? Ils ont imposé un lieu où pouvait se poser ce genre de question.

Concrètement, nous aussi sur Bruxelles, on était en recherche de formes de luttes qui permettraient de créer justement de nouveaux espaces. Nous avons occupé des lieux où s'est posé la question de trouver des exemples, un héritage. Pour moi, il y avait chez les zapatistes des outils dont on pouvait s'inspirer. Comment on occupe un lieu ? Et puis comment on s'organise ? Comment on réunit différentes luttes, on pense l'autonomie ? Comment on arrive à poser la question de la discrimination des femmes. Cela donnait de l'inspiration et de la puissance.

### ***Depuis maintenant plus de 25 ans, après l'insurrection zapatiste, quel bilan tirez-vous de cette expérience ?***

— *Karmen* : Un jour, en réunion avec les autorités, on arrive avec une enveloppe pour un projet et on dit : « *On a autant d'argent pour tel projet* ». On est très enthousiaste, eux restent sérieux et graves : « *On va en parler à l'assemblée des peuples* ». Je pose la question : « *quoi vous n'êtes pas contents ?* » Ils me répondent : « *Compa, quand l'argent passe par la porte, ce n'est pas la solution qui passe la porte, c'est le problème* ». Il voulait dire par là que la solution elle est en nous. Évidemment que l'argent est un moyen étant donné le monde dans lequel on vit, mais c'est notre force et nos liens qui vont faire en sorte que l'on s'en sort. Nous devons retrouver notre capacité à résoudre les problèmes en commun. Récupérons nos liens, notre capacité qu'on nous a enlevées par la présence de cette structure de l'État omniprésente et à laquelle on se limite pour résoudre les problèmes. S'il y a quelque chose que la situation de pandémie a permis de rendre visible, c'est le non-sens de l'organisation politique et sociale de notre société. Moi qui suis partie longtemps là-bas, je peux dire qu'au final nous n'avons pas besoin de grand-chose pour vivre. On vivait dans des

communautés où il n'y avait pas d'électricité ni d'eau courante, on se lavait dans la rivière. Je le dis sans idéaliser, c'est très dur, mais quand tu vois ça, tu vois que le confort a été une manière de nous faire accepter beaucoup trop de choses. Il faut pouvoir remettre en question notre vision de la modernité. Nous n'avons pas besoin de nous insérer dans une logique qui va détruire notre milieu et détruire nos liens. Les zapatistes proposent de changer la manière de construire les propositions. Il n'y a pas un livre, une théorie ou une avant-garde, mais une pratique et cette méthode de construction de théorie par la pratique est « *Caminar preguntando* », c'est-à-dire marcher, avancer tout en interrogeant constamment la réalité. Il y a aussi l'idée que l'histoire, la généalogie des choses, la sagesse des personnes âgées comptent pour continuer à avancer.

Il faut construire un nouvel imaginaire autour de ce que l'on considère être le bonheur. Les zapatistes ont le « *buen vivir* », un principe indigène et une conception de la convivialité qui intègrent les droits de la Terre, la réciprocité et le partage des surplus ; qui considère que tout le monde doit être bien et aussi que nous faisons partie de la nature. Quand on parle d'écologie à un zapatiste, cela ne fait aucun sens parce qu'il considère que la vache qui est là et l'arbre qui est là fait partie d'un tout et à partir du moment où on ne respecte pas le tout cela ne peut pas fonctionner.

— *Fred* : Il y a toujours une actualité du zapatisme aujourd'hui. En Amérique Latine, les luttes paysannes restent très importantes et le zapatisme est toujours une référence. Ici, cela reste une référence pour la manière d'aborder les luttes. Regardez les Kurdes et la question du municipalisme, la ZAD de Notre-Dame-Des-Landes, les manifestations et l'occupation des places. On retrouve les questions sur la durée du soulèvement et l'occupation.

### ***Une délégation de l'EZLN va bientôt arriver en Belgique pour des rencontres avec des collectifs en lutte ici. En quoi pensez-vous que c'est une opportunité pour nous et pour eux ?***

— *Fred* : Le sens politique de leur venue est double. D'abord, pour eux c'est une manière de relancer les liens internationaux

***NOUS DEVONS RETROUVER  
NOTRE CAPACITÉ À RÉSOUDRE  
LES PROBLÈMES EN COMMUN.  
RÉCUPÉRONS NOS LIENS,  
NOTRE CAPACITÉ QU'ON NOUS  
A ENLEVÉES PAR LA PRÉSENCE  
DE CETTE STRUCTURE DE  
L'ÉTAT OMNIPRÉSENTE***

qui s'étaient distendus ou circonscrits aux groupes de soutien. Et d'autre part, ici ça permet de se rencontrer entre différentes luttes et de se fédérer en bas à gauche. Ils nous obligent à nous poser la question de l'actualité des luttes aujourd'hui en Belgique. C'est une belle occasion de penser son action. C'est quoi les luttes aujourd'hui ici en Europe ? Qu'est-ce qu'on a envie de leur montrer ? Qu'est-ce qu'on a de commun ? Attention par contre, c'est clair qu'on est dans un moment d'accroissement des clivages. Il y a un éclatement des luttes. On est dans un moment de concurrence entre les luttes. Par exemple, les zapatistes ont tenté d'éviter les polémiques sur les questions de concurrence entre race et exploitation et de déjouer le faux dilemme sur les luttes prioritaire et plus légitime. Comme eux, il faut penser ensemble ses luttes.

— *Zoé* : Le premier octobre 2020 ; lorsqu'ils balancent ce communiqué en disant qu'une montagne va traverser l'océan : « *Préparez-vous* », j'ai senti une émotion très forte. Je ne sais pas vraiment expliquer peut-être que c'était le moment pour nous de leur rendre ce qu'ils nous ont donné. Depuis six mois, il y a des gens qui n'avaient jamais entendu parler des zapatistes, qui disent maintenant qu'ils veulent partager avec eux. Je trouve ça super émouvant aussi de voir que des jeunes se mobilisent pour la venue des zapatistes. J'espère aussi que l'on pourra faire des échanges intergénérationnels entre cette génération, qui était mobilisée il y a 30 ans, et la jeune génération qui vient avec des questionnements que nous n'avons pas. Comme par exemple sur les personnes trans, queers et les mouvements décoloniaux. C'est une opportunité de faire quelque chose ensemble qui nous dépasse. J'ai vraiment de l'espoir. Il y a vraiment une montagne qui va traverser la mer.

— *Karmen* : C'est l'occasion de se demander : *Est-ce qu'on pourrait s'organiser, militer, construire et faire autrement ?*

(1) Le massacre d'Acteal est un massacre perpétré par des paramilitaires, armés et entraînés par les autorités, dans le village mexicain d'Acteal, tuant 45 villageois pour la plupart indigènes, dont une majorité de femmes et d'enfants. (2) La cosmovision désigne des visions du monde et de la vie de diverses cultures, dans lesquelles des éléments terrestres non humains et d'autres éléments extraterrestres au sens propre ne sont pas seulement présents dans les cosmogonies et mythes fondateurs, mais tiennent aussi une place réelle dans la culture contemporaine, marquant l'organisation sociale et la vie quotidienne des groupes concernés (3) Il s'agit du Durito de Lacandona, un coléoptère qui habite les jungles du Chiapas et qui apparaît régulièrement dans les communiqués du sous-commandant Marcos, son fidèle écuyer et interlocuteur. Sa mission est de « réparer les torts et d'aider les personnes dans le besoin et sans défense ». Les écrits suggèrent que le scarabée porte des lunettes et une pipe, a une tortue nommée Pégase et utilise une brindille ou un crayon comme épée.

### Commander en obéissant.

Notre témoin privilégié s'appelle Sergito del Melhindo, il se rend à un "Caracol", Zapatiste (un chef lieu administratif) pour assister à une réunion de bon gouvernement.

Nous sommes les mêmes qu'il y a 500 ans, qu'il y a 44 ans, qu'il y a 30 ans, qu'il y a 20 ans, qu'il y a juste quelques jours.

Il longe les vestiges d'une route volée par le gouvernement comme axe de pénétration militaire et prémices d'une installation d'un complexe d'écotourisme mais dont les indigènes n'ont pas voulu.

Il traverse le territoire annexé par les rebelles et toujours sous tension militaire. Les familles d'agriculteurs qui ont fui leur ancienne place sont venues s'y installer en communautés autonomes.

Il y a 18 ans, nous les avons surpris en prenant les villes avec le feu et le sang. Là, nous l'avons fait de nouveau sans armes, sans mort, sans destruction.

Nous sommes les Zapatistes, les plus petits, ceux qui vivent au fond et meurent dans le dernier coin du pays, ceux qui ne renoncent pas, ceux qui ne se vendent pas, ceux qui ne cèdent pas.

Il rejoint des groupes indigènes venus du territoire entier.

Notre travail donne la double satisfaction de nous fournir ce dont nous avons besoin pour vivre honorablement, et de contribuer à la croissance collective de nos communautés. Nos demeures s'améliorent sans nuire à la nature en lui imposant des chemins qui lui sont étrangers.

Dans nos villages, la terre qui était auparavant utilisée pour engraisser le bétail des propriétaires fonciers, l'est aujourd'hui pour le maïs, les haricots et les légumes qui égailent nos tables.

Mais s'ils se réunissent à présent, c'est pour se donner une vision politique commune.

El Gobierno Obedece  
TIERRA LIBERTAD

D'en bas ce qui doit surgir, c'est l'organisation. Pour la vie, pas pour provoquer un bain de sang, car c'est ce que veulent les contremaîtres, les majordomes et les caporaux du système dans lequel nous vivons, ceux aux ordres qu'ils reçoivent de leur patrons et du capitalisme néo-libéral.

Après un passage à la salle de presse pour obtenir son accréditation presse, Sergito à la dalle, son voyage lui a creusé l'appétit.



Venus de partout, vos témoignages et votre solidarité constituent une leur espoir et anchemin pour nos peuples face à ceux dont l'objectif est de dominer et d'exploiter, ceux qui ont voulu en finir avec nous, défaire notre culture, notre territoire.

Nous les femmes du Chiapas, nous ne voulons pas continuer à enfanter pour nourrir les armées, ni pour justifier la violence et les guerres, nous ne voulons pas non plus continuer à fournir la main-d'œuvre bon marché pour les entreprises néolibérales, nous soutenons les revendications d'autonomie des peuples.



Comme il est venu principalement pour assister aux débats, il rejoint les centres de parole. Si, chaque village élit son représentant qui ne perçoit aucun salaire, celui-ci n'a pas non plus de mandat permanent.

Chacun assiste aux débats, donne son avis et sera s'il le faut, en mesure de prendre le relais lors d'une prochaine réunion.



Nous gouvernons et nous nous gouvernons nous-mêmes cherchant toujours d'abord l'accord plutôt que la confrontation.

Reste au gouvernement mexicain de décider s'il poursuit sa stratégie malhonnête et ruineuse usant de policiers et paramilitaires pour tenter de freiner l'avancée organisationnelle des peuples zapatistes, ou si, avec vérité et justice, il accepte et respecte notre existence.

Les décisions sont prises à l'unanimité dans une optique de bien commun et pour renforcer les liens entre chaque communauté. On y établit les futurs chantiers régionaux.



Mais aujourd'hui la question est tout autre et Sergito est particulièrement excité, les zapatistes ont décidé de gagner l'Europe en bateau.

Nos garçons et nos filles fréquentent une école qui leur apprend leur propre histoire, celle de leur pays et celle du monde, ainsi que les sciences et les techniques dont ils ont besoin pour se développer sans cesser d'être indigènes. Nous allons dans nos hôpitaux, cliniques et laboratoires cardans ceux du gouvernement, il n'y a pas de médicaments, ni d'équipement, ni de docteurs, ni de personnel qualifié.

De l'orient est arrivé le mort et l'esclavage. C'est arrivé comme ça et c'est ainsi. On ne peut rien changer du passé. Mais que demain, vers l'orient naviguent la vie et la liberté.

Sera-t-il du voyage lui qui n'a jamais vu la mer?

À l'abordage!



Début mai, le navire ancré prit le large pour rejoindre le vieux continent. Et Sergito? Prévoyant qu'ils essaieraient de le jeter par-dessus bord, il a grimpé se cacher en haut du mat.



Pour nous, il s'agira non seulement d'embrasser celles et ceux qui sur le continent européen, se rebellent et résistent, mais aussi d'écouter et d'apprendre. Nous allons essayer de construire les ponts nécessaires vers les mouvements sociaux qui ont surgi et surgiront, pas pour les diriger ou les supplanter mais pour apprendre d'eux, de leur histoire, de leurs parcours et de leurs destines.

L'invasion a commencé.



## RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE

FACEBOOK & INSTA : JEUNES ORGANISES ET COMBATIFS

TWITTER : JOC\_BE

## BRUXELLES

19, Rue Pléinckx 1000 BRUXELLES

[jocbruxelles@joc.be](mailto:jocbruxelles@joc.be)

Fb: Joc Bruxelles

## CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI

[charleroi@joc.be](mailto:charleroi@joc.be) [joccharleroi@joc.be](mailto:joccharleroi@joc.be)

Fb: Joc Charleroi

## LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE

[lalouviere@joc.be](mailto:lalouviere@joc.be)

Fb: Joc La Louvière

## LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE

[liege@joc.be](mailto:liege@joc.be)

Fb: Joc Liege

## MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS

[jocmons@joc.be](mailto:jocmons@joc.be)

Fb: Joc Mons Borinage

## NAMUR

17, Place l'Ilon 5000 NAMUR

[namur@joc.be](mailto:namur@joc.be)

Fb: Joc Namur

## TOURNAI

10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI

[tournai@joc.be](mailto:tournai@joc.be)

Fb: Joc Wapi Tournai

## VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VERVIERS

[jocverviers@joc.be](mailto:jocverviers@joc.be)

Fb: Joc Verviers

